



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".  
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 213 Avril 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

*Dés le premier tour, le 22 avril*

## AUCUNE VOIX NE DOIT MANQUER À NICOLAS SARKOZY

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

S'il faut en croire la plupart des commentateurs qui se piquent de sérieux, la campagne présidentielle serait d'une médiocrité affligeante parce qu'elle laisse de côté des questions essentielles comme l'Europe et la mondialisation. Pourtant,

toutes les études d'opinion révèlent que cette même campagne suscite un intérêt particulièrement vif parmi les Français. Comment expliquer ce paradoxe ? C'est peut-être que la situation électorale se présente comme nettement moins simple que lors des

échéances précédentes et qu'elle est marquée par des variations spectaculaires qui provoquent une tension soutenue. Essayons donc de démêler cet écheveau complexe et de voir les conséquences que nous devons en tirer.

### CHIRAC, LA FRANCE ET LES FRANÇAIS

Jacques Chirac a marqué la vie politique française pendant quatre décennies et il l'a dominée pendant douze ans. Sur la scène internationale, il est l'un des très rares chefs d'Etat qui aient personnellement un poids considérable à l'échelle mondiale, celui, à coup sûr, qui l'a depuis le plus longtemps. Il est donc entré dans l'histoire. Son parcours ne s'est pas effectué sur un tapis roulant. Les éclats, les trous d'air et les résurrections n'ont pas manqué. La question se posait de façon plus pressante à mesure que le temps passait et que le suspense se prolongeait : comment se ferait la sortie ? Chacun reconnaît aujourd'hui, à part quelques professionnels de l'aigreur et quel que soit le bilan politique que l'on tire, que cette sortie a été remarquablement réussie.

La réussite tient d'abord à ce que cette sortie n'est pas une fermeture. C'est la fin d'une phase, d'une certaine forme d'action, mais aussi le passage annoncé vers une autre forme d'action. On n'en a pas fini avec Chirac. L'homme d'Etat s'apprête assurément à être le plus utile à son pays, mais on ne peut s'empêcher de penser aussi que l'artiste prend un plaisir gourmand à intriguer encore son public et à inquiéter ses ennemis, ses détracteurs et tous ceux qui avaient hâte de le voir momifié. Il est impossible de savoir aujourd'hui ce que sera ce nouveau rôle. On peut simplement penser que, avec la vitalité qu'il manifeste et la stature qu'il s'est acquise, l'ancien président trouvera dans les difficultés que ne manquera pas de traverser la France des occasions d'affirmer sa présence et de faire servir son expérience.

Mais, pour l'essentiel, la réussite de cette sortie tient à la qualité des propos tenus par Jacques Chirac et à la lumière qu'ils jettent sur leur auteur. Lumière pas seulement actuelle mais rétrospective, car elle éclaire le personnage dans sa globalité. Certes, le temps est assez loin où il était de bon ton de le présenter comme une sorte de hussard dont la culture se limitait à son goût pour la trompette de cavalerie. Il avait d'ailleurs lui-même contribué à entretenir cette légende par une sorte de coquetterie ironique et sans doute aussi parce que, pour paraphraser le mot de l'humoriste, c'est un plaisir raffiné d'être traité d'inculte par des analphabètes. Mais le moment était venu de dire la vérité avec des mots justes. Ce qu'on a surtout retenu, plus que les articles d'une sorte de testament politique, c'est l'expression de son amour pour la France et les Français. Ces mots simples, révélateurs d'un sentiment profond, sont souvent les plus difficiles à prononcer, dans l'intimité comme en public. Ils sont forts lorsqu'ils arrivent à leur heure et lorsqu'ils ne sont pas galvaudés. Ce fut le cas.

On a surtout été frappé par l'expression du sentiment, l'amour, et on a prêté moins d'attention à l'objet de ce sentiment, la France et les Français. On laisse ainsi échapper un facteur essentiel. Depuis quelques décennies, la France avait été exilée loin des discours politiques ou, lorsqu'elle était présente, c'était sous la forme géométrique d'un Hexagone ou comme coupable, plus que tout autre pays, de multiples crimes historiques. Seules avaient droit aux honneurs les abstractions

idéologiques à la coloration droit-de-l'homme. Certes, un courant en réaction contre ces aberrations s'est déjà dessiné, mais les paroles frappantes de Jacques Chirac joueront un rôle décisif dans le retour en force du sentiment patriotique.

Vue de France, la politique du président de la République a été assez peu envisagée sous cet angle. Mais lorsqu'on prend connaissance des commentaires émis à l'étranger à l'annonce de son départ, on s'aperçoit que nombre d'entre eux lui reprochent d'avoir mené une action inspirée principalement par la défense des intérêts de la France. A vrai dire, c'est le plus beau compliment qu'on puisse lui adresser. Jacques Chirac, sans agressivité inutile, a su donner à la France, dans le concert des nations, un rôle et une image qui n'appartiennent qu'à elle. La mésaventure irakienne, entre autres, montre à quel point ce rôle original est justifié. La France, dit-on souvent, n'est pas un « bon élève ». C'est en effet sa vocation, comme l'avait déjà fortement réaffirmé le général de Gaulle. Le jour où elle ne recevra que des bons points de la part du politiquement correct planétaire, c'est que la France aura cessé d'être elle-même, aura cessé d'exister.

Il n'est pas opportun de dresser aujourd'hui un bilan proprement politique de l'action du président de la République. C'est en revanche le bon moment pour comprendre un peu mieux un personnage public présenté comme extraverti, mais au fond pudique et secret, qui n'a sans doute pas fini de nous surprendre.

### CHIRAC - SARKOZY, UN JEU TOUT EN FINESSE

Le problème de sa succession s'inscrivait tout naturellement, pour le président, dans le prolongement de l'annonce de son départ. Prolongement, mais non confusion. Quelle que soit la suite des

événements, la carrière de Jacques Chirac, surtout dans sa dernière phase, demeurera comme une tranche d'histoire sur laquelle il convenait d'apposer un sceau. Il ne fallait

donc pas mêler dans un même propos les deux versants de la situation actuelle.

Les questions de succession, lorsqu'elles ne sont pas réglées par un mécanisme automatique, sont souvent très

difficiles à résoudre, surtout lorsqu'il s'agit de la transmission du pouvoir suprême. Dans le cas présent, les difficultés semblaient multipliées par toute sorte de facteurs. On n'y reviendra pas ici, car il est inutile d'ajouter quelques gouttes aux flots d'encre déversés jusqu'à présent. Disons simplement qu'aux questions politiques, en elles-mêmes très délicates, venaient s'ajouter des facteurs humains agissant encore davantage sur la sensibilité. Cela nous rappelle que la politique, c'est-à-dire l'histoire au présent, est faite par des êtres humains au fort tempérament, donc aux passions vives.

Cette fois-ci, le problème à résoudre relevait de la quadrature du cercle. Le souverain en fonction n'avait pas la pleine liberté de choisir son dauphin. La position finalement retenue devait faire l'objet d'un accord entre les deux parties et, qui plus est,

chaque solution envisageable comportait des inconvénients pour le candidat. Celui-ci avait besoin du potentiel encore très important de l'électorat de droite légitimiste, donc besoin du soutien du président. Mais, comme l'air du temps est porteur d'une aspiration au changement, diffuse mais réelle, le successeur ne pouvait pas apparaître comme un simple continuateur. La solution choisie, certainement à la suite d'un accord entre les deux hommes, est à la fois élégante et efficace. Le «soutien» du président est affirmé explicitement (contrairement au simple vote à titre personnel de Chirac pour Giscard en 1981), les «qualités personnelles» du candidat sont reconnues, ainsi qu'une certaine forme de légitimité politique «naturelle» du fait de l'investiture de l'UMP. Mais l'intervention présidentielle n'a rien de la solennité d'un adoubement féodal : la forme est soigneusement

équilibrée (une allocution télévisée, mais pas à une heure de grande écoute), les propos sont nets mais sobres. Successeur naturel, Nicolas Sarkozy n'est pas pour autant entravé par le boulet d'un héritage trop contraignant.

L'objectif visé semble bien avoir été atteint, comme en témoignent les commentaires divergents qui ont suivi la prise de position de Jacques Chirac. Les médias, toujours avides de créer la zizanie dans le camp de la droite, ont souvent parlé d'un soutien «du bout des lèvres», tandis que les adversaires de Nicolas Sarkozy ont présenté celui-ci comme un «Chirac bis», bien pire, évidemment, que le premier, de façon à pouvoir revendiquer, chacun pour soi-même, le monopole du changement. Finalement, ces positions contradictoires se sont annulées et la question s'est révélée impropre à toute exploitation polémique.

## SÉGOLÈNE ROYAL : UN DANGER POLITIQUE, UN CAS PSYCHOLOGIQUE

Nous avons donc, plus que jamais, toutes les raisons pour concentrer nos forces afin de faire élire le candidat qui s'impose à droite, Nicolas Sarkozy. Mais le combat est loin d'être gagné, les adversaires demeurent redoutables et il faut regarder en face quel type de danger représente chacun d'eux.

Malgré toutes les oscillations du pendule des sondages, l'adversaire le plus dangereux demeure Ségolène Royal. En dehors de tous les facteurs personnels, que nous envisagerons plus loin, elle dispose d'un potentiel électoral qui lui est presque automatiquement acquis. Elle est le candidat unique investi par le Parti socialiste. Celui-ci détient au sein de la gauche une position dominante qui s'est encore renforcée au cours des dernières années. La mésaventure de 2002, qui a entraîné l'élimination de Jospin au premier tour, bien loin de constituer un précédent, fait aujourd'hui fonction de repoussoir.

La volonté de «voter utile» est forte parmi les électeurs de gauche. Elle est secondée par la répartition des candidatures, puisque les deux principaux candidats qui ont fait perdre des voix à Jospin - Christiane Taubira et Jean-Pierre Chevènement - sont aujourd'hui rentrés piteusement au bercail et que les autres, ceux qui se situent à gauche de la gauche, semblent réduits électoralement à des poussières bien plus menues qu'il y a cinq ans. Objectivement, Ségolène Royal dispose donc au départ d'un réservoir beaucoup plus fourni que Jospin en 2002 et il faudrait qu'elle subisse une forte déperdition pour n'être pas présente au deuxième tour. A partir de là, l'issue du scrutin est totalement incertaine.

L'hypothèse d'une accession de la gauche au pouvoir est donc parfaitement envisageable. Dès lors, tout électeur de droite tant soit peu conscient doit avoir comme premier objectif d'éviter cette éventualité. On ne devrait plus avoir à démontrer que le socialisme est intrinsèquement mauvais, mais il est vrai que, dans certains pays, le socialisme idéologique est tellement dilué dans le socialisme politique au pouvoir que sa nocivité se trouve fortement réduite. En France, nous avons le triste privilège de bénéficier d'un parti socialiste obstinément figé sur ses positions idéologiques d'un

autre âge et qui fait peser son emprise sur toutes les personnalités qu'il peut compter en son sein. On ne sait pas assez que la funeste loi sur les trente-cinq heures, avant d'être enfantée par sa mère Martine Aubry, a été engendrée par son père Dominique Strauss-Kahn, présenté comme le modèle du socialiste raisonnable, qui ne met que peu de zèle à reconnaître son enfant. C'est dire que le socialisme au pouvoir a automatiquement comme premier mouvement de prendre les mesures les plus nuisibles, dont les effets sont presque irréversibles.

Ce qui aggrave aujourd'hui la situation, c'est que les dimensions et le rythme des événements historiques se sont fortement amplifiés en quelques années. Pendant longtemps, en régime de croisière, le poison ne se répandait pas trop vite dans l'ensemble de l'organisme et on disposait d'un peu de temps pour atténuer les dégâts. Aujourd'hui, avec la mondialisation et l'appétit impatient des pays émergents, un pays foncièrement prospère comme la France peut s'enfoncer brutalement. Nous n'avons plus les moyens de nous offrir, par caprice, une «expérience» socialiste dont, au demeurant, nous connaissons fort bien les résultats.

Pouvons-nous enfin nous bercer de l'espoir que, en cas de victoire de Ségolène Royal, la personnalité de la présidente viendrait atténuer les méfaits du système? En fait, après une période de lévitation sentimentale, les témoignages qui s'accumulent font apparaître une image de la dame beaucoup plus sombre et même franchement inquiétante.

Il faut d'abord se garder de sous-estimer la candidate socialiste. Après la femme à la fois charmeuse et maternelle, on a cru avoir affaire à une gaffeuse invétérée, c'est-à-dire, dans tous les cas, à un personnage inoffensif qui ne cessait de perdre des points dans les sondages. Pourtant, il faut bien constater qu'elle a su tirer les leçons de l'expérience : les bourdes ont disparu, les sondages ont recommencé à monter et la situation s'est stabilisée à un niveau assez élevé. Ces résultats, elle les doit à une volonté implacable mise au service d'un orgueil sans mesure qui l'amène à consi-

dérer que le reste de l'humanité ne pèse pas lourd à côté de ses capacités transcendantes.

Et c'est bien ici que se situe le nœud de la personnalité de Ségolène Royal, ce qui l'empêche d'être une dame de fer et qui pourrait amener certains à prononcer à son sujet des expressions comme égocentrisme pathologique à tendance paranoïaque. Les témoignages à cet égard sont saisissants par leur nombre, leur concordance et leur virulence. Ecartons à ce sujet tout malentendu. D'abord il ne s'agit pas de franchir les limites de la vie privée ou de faire de la psychologie à deux sous. Il s'agit de savoir si, dans l'exercice de ses fonctions publiques, la candidate socialiste n'a pas fait apparaître des tendances caractérielles peu compatibles avec la détention du pouvoir suprême. Il ne s'agit pas non plus de recueillir des ragots émanant ou bien de personnages subalternes ou bien de rivaux directs qui seraient, très banalement, inspirés par une volonté de dénigrement. Ce qui est quasi sans exemple dans le cas présent, c'est que les témoignages accablants émanent de personnes désintéressées, généralement des collaborateurs pleins de bons sentiments au départ et finalement assez effarés pour se sentir obligés de tirer le signal d'alarme.

Le seul embarras que l'on ait pour illustrer cet aspect de la personnalité de la candidate est de faire un choix parmi les témoignages. Claude Allègre, dont elle a été la ministre déléguée lorsqu'il était lui-même ministre de l'éducation nationale, parle de «l'hypertrophie formidable de l'ego de cette femme». Il évoque l'ambiance qu'elle fait régner autour d'elle : «Les relations avec mon cabinet, voire même avec le sien, étaient exécrables. (...) Bon nombre de ministres ne la supportaient pas». Il précise même : «Elle était hautaine et distante avec ses collaborateurs et le personnel, surtout celui du bas». Cette dernière remarque pourrait passer pour anodine. Elle est pourtant extrêmement sévère, et même inquiétante, car elle révèle de la bassesse dans le personnage. Remarquons au passage que, sur ce point particulièrement, la candidate socialiste est à l'exact opposé de Jacques Chirac, qui peut être assez rude

pour ceux qu'il trouve sur son chemin, mais qui s'intéresse spontanément aux humbles et qui, éventuellement, leur vient en aide, loin des micros et des caméras.

Il faudrait citer presque en entier le livre d'entretiens d'Eric Besson, récemment encore secrétaire national du parti socialiste, en charge de l'économie, qui a démissionné parce qu'il ne voulait plus cautionner les aberrations de Ségolène Royal. Il confirme le diagnostic psychologique qui fait l'unanimité de tous les témoins : «Seule sa propre gloire la motive». Mais ce qui est le plus intéressant, c'est qu'il montre les aspects proprement politiques du comportement de Ségolène Royal, tels qu'ils se manifestent avec acuité dans la conduite de sa campagne électorale. Il dénonce «l'arbitraire, des décisions incompréhensibles, l'opinion flattée, distraite, amusée, et des catastrophes économiques programmées» et, plus loin, «une incompetence, une absence d'expérience, une méconnaissance des dossiers», ou encore : «Une fuite vers le n'importe quoi». «Avec l'aventure Royal, dit-il encore, on est entré dans le royaume de l'improvisation, de l'amateurisme et de l'apparence».

Le plus frappant, dans ce long témoignage, réside sans doute dans la force et la

solennité des prédictions annonçant les conséquences d'une éventuelle victoire de la candidate socialiste. Dès le début, le ton est donné : «Je pense, en conscience, que Ségolène Royal ne doit pas devenir Présidente de la République. Je ne le souhaite pas pour mon pays. Je le redoute pour mes enfants ». Plus loin, après avoir dénoncé «une com' sirupeuse, s'il y en eut», Eric Besson ajoute : «Mais cette com' masque un pouvoir personnel sans contrôle aucun, qui annonce le pire si jamais elle l'emporte». Les derniers mots du livre, après l'évocation d'un risque d'«embolie» pour notre pays, expriment un ultime avertissement : «La France ne peut s'offrir le luxe de cinq ans d'errements et d'immobilisme. Elle ne s'en remettrait pas». Tel est le jugement d'un homme compétent, socialiste sincère et dévoué, qui en arrive à saborder sa carrière politique parce qu'il a vu de l'intérieur la réalité de ce que serait le pouvoir socialiste et qu'il ne veut pas en être le complice.

Ajoutons que, en dehors même de Ségolène Royal, on découvre certains aspects du parti socialiste qui ne peuvent guère inciter les lecteurs à lui apporter leurs voix, qu'il s'agisse du portrait de telle gloire vénérée (Pierre Mauroy débitant «un tissu d'âneries, sur un ton pontifiant. Une

inspiration supérieure qui lui assigne la mission d'arracher la France aux griffes des impurs, il enfle son armure de chevalier blanc et s'élance à la conquête de l'Elysée. Qui l'aime le suive.

Bien entendu, la réalisation de ce beau projet suppose que le chevalier blanc surgisse aux yeux de tous comme un homme neuf, nimbé d'une sorte de virginité politique. A l'égard de la virginité, M. Bayrou retrouve et transpose des réflexes ancestraux. A l'époque où les demoiselles étaient censées arriver au mariage en étant encore, comme on disait alors, «de vraies jeunes filles» (ceci se passait dans des temps très anciens), celles qui avaient pris quelques libertés prématrimoniales s'efforçaient de les faire oublier en affectant un air d'austère pudibonderie et en disant pis que pendre de la conduite des dames mariées.

Si les enjeux de l'élection présidentielle n'étaient pas aussi importants, on pourrait considérer cette histoire comme une simple fantaisie comique. Bayrou, loin d'être un perdreau de l'année, est un politicien professionnel depuis plusieurs décennies. Outre qu'il a été ministre de l'éducation nationale (très mauvais d'ailleurs) pendant quatre ans, il a toujours nagé dans les eaux du centrisme à des postes de responsabilité. Malgré cela, on ne peut pas écarter d'un revers de main le scénario auquel il rêve. Ses chances de réalisation ne sont pas très fortes, mais elles ne sont pas nulles, en raison des incertitudes, voire des inquiétudes, du corps électoral. Cette instabilité s'est d'abord manifestée par un engouement sentimental et irrationnel pour Ségolène Royal. Cet engouement est quelque peu retombé, mais la bulle ne s'est pas dégonflée. Nul ne peut prévoir ce que seront les fluctuations de l'électorat, qui peuvent varier jusqu'au jour du scrutin.

## BAYROU : L'ART DE FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

Il arrive que François Bayrou dise la vérité. Par exemple lorsqu'il se réclame d'un enracinement dans certaines traditions françaises. C'est ainsi que, du temps de nos grand-mères et au-delà, les femmes savaient fort bien, par nécessité financière ou par principe d'économie, faire du neuf avec du vieux. Le pantalon effrangé du fils aîné se métamorphosait en une culotte courte très présentable pour le cadet, la jupe devenue trop courte retrouvait une juste longueur et un air pimpant grâce à l'adjonction d'un volant, le manteau défraîchi redevenait comme neuf après son passage chez le teinturier. François Bayrou a manifestement décidé d'adapter ces bonnes vieilles recettes aux institutions de la France. Ceux qui connaissent un peu l'histoire de notre pays entre 1946 et 1958 n'ont aucune peine à reconnaître, dans les «nouvelles» institutions brevetées Bayrou, une resurgence de la IV<sup>ème</sup> République à peine rafraîchie par quelques coups de peinture. L'essentiel est bien présent, dans les mécanismes, avec le retour au parlementarisme et au scrutin proportionnel, et aussi dans le fonctionnement, avec l'impossibilité de constituer une majorité stable et le rôle stratégique conféré à un parti centriste, minoritaire certes, mais inévitable pour former des majorités de rechange et prêt à vendre aux enchères son soutien à un gouvernement qu'il renversera quelques mois ou quelques semaines plus tard.

Certains commentateurs s'interrogent gravement sur les idées et le programme de François Bayrou. Ils essaient d'abord de les extraire et de les identifier, car leur auteur fait preuve sur le sujet d'une discrétion extrêmement pudique. Ils s'efforcent ensuite de les analyser, d'en évaluer la portée, se demandant en particulier s'ils sont plutôt de

droite ou plutôt de gauche. S'il est un homme qui doit bien s'amuser de toutes ces spéculations, c'est François Bayrou, car il sait bien, lui, qu'il se soucie comme d'une guigne des idées et des programmes, qui ne sont là que pour servir de leurre. Le véritable moteur de son action, c'est la stratégie, une stratégie qui puisse le conduire au pouvoir suprême. Il la met en œuvre méthodiquement depuis 2002, en tirant les conséquences logiques de son refus de s'intégrer à l'UMP. Partant d'un statut d'allié, qui lui a permis de faire élire assez de députés pour constituer un groupe parlementaire, il a ensuite pris, systématiquement, de plus en plus de distance avec la majorité gouvernementale, finissant par rejeter le budget et par voter la censure. L'élection présidentielle est l'aboutissement de cette stratégie.

Dans la phase actuelle, cette stratégie comporte deux points essentiels : la confection d'un personnage et le choix d'une ligne simple. La ligne, c'est le changement des données de base archaïques de la vie politique française, le dépassement de l'antagonisme entre la droite et la gauche, le rassemblement des bonnes volontés («Si tous les gars du monde voulaient se donner la main...»), l'assainissement des règles d'un jeu devenu malsain. Le personnage, c'est celui d'un homme équilibré, honnête et compétent, un peu à la manière de Georges Pompidou, agrégé des lettres ayant conservé des racines terriennes, pas Enarque, bon exemple de promotion sociale au mérite, représentatif du bon Français moyen. La combinaison de la ligne et du personnage produit un scénario de bande dessinée. Le brave homme découvre tout d'un coup avec consternation le triste spectacle offert par la politique française depuis plusieurs décennies. N'écoulant que son sens du devoir, et même porté par une

Quant aux conséquences que pourrait avoir l'éventuelle victoire de François Bayrou, il ne faut pas non plus les minimiser. Certains seraient tentés de ne voir dans un tel résultat qu'une variante de l'établissement d'un pouvoir de droite et de penser que, par curiosité, on ne risquerait pas grand chose à tenter l'expérience. Un tel raisonnement révèle une inquiétante légèreté d'esprit. Il est d'abord évident que Bayrou ne trouverait aucune majorité pour gouverner. Les effectifs squelettiques de son

parti sans militants et sans appareil ne pourraient pas être décuplés d'un coup de baguette magique et les grands partis constitués, bien loin de le soutenir, feraient tout pour prendre leur revanche à la première occasion. Qui plus est, les premiers pas d'une présidence Bayrou ne prendraient pas la forme d'un joyeux désordre. Le personnage, dépourvu de convictions et de substance politique, serait prêt aux compromissions les plus pernicieuses pour conserver pendant quelque temps des

brises de pouvoir. La façon dont il a exercé ses fonctions au ministère de l'éducation nationale, en donnant toutes les satisfactions aux syndicats de gauche pour acheter un peu de tranquillité, donne une première idée de ce que seraient ses méthodes de gouvernement. La politique d'un Bayrou président ne pourrait se caractériser que par un mélange, en proportions variables, de chaos et de déliquescence.

## UNE NÉCESSITÉ : VOTER SARKOZY DÈS LE PREMIER TOUR

Nous avons exposé, dans le précédent numéro de *Vigilance et Action*, les très bonnes raisons que nous avons de soutenir Nicolas Sarkozy. Ces raisons n'ont fait que se renforcer au fil des semaines. Nicolas Sarkozy a confirmé aux yeux de tous sa stature d'homme d'Etat. Quant à ses adversaires, plus on envisage ce que seraient les conséquences de leur élection, plus il apparaît qu'elles seraient catastrophiques pour la France. Comme il est d'autre part évident que l'issue du scrutin sera imprévisible jusqu'au dernier jour, la situation nous dicte de façon impérative ce que doit être notre attitude dès le premier tour.

Il va de soi que notre premier devoir est un devoir de mobilisation, non seulement de nous-mêmes, mais également de toutes les personnes sur lesquelles nous avons quelque influence. La victoire ou la défaite, avec des conséquences gigantesques, peut dépendre du déplacement de quelques voix. Cette affirmation n'est pas une formule

rituelle et purement théorique. N'oublions pas que, en 1997, il aurait suffi de déplacer moins de quinze mille voix pour que nous remportions la victoire.

Autre devoir : faire preuve de discipline. On sait bien que les gens de droite sont individualistes, volontiers critiques voire frondeurs, regratteurs de virgules, et qu'ils aiment bien « donner une leçon » aux hommes politiques de leur camp, en particulier en s'abstenant au premier tour ou en votant de façon fantaisiste. Mais on veut espérer aussi que les gens de droite savent faire fonctionner leur cerveau et qu'ils ont le sens de leur responsabilité, qualités dont ils aiment à se réclamer. La combinaison de ces divers facteurs doit les amener à penser qu'ils n'ont pas la possibilité de tracer le portrait-robot du candidat qui leur conviendrait parfaitement, et que, par conséquent, ils doivent voter dès le premier tour pour celui qui se rapproche le plus de ce qu'ils souhaitent.

Troisième devoir : savoir faire preuve de simplicité. Certains électeurs, surtout à droite, se piquent de subtilité et s'attribuent des talents de tacticiens dignes de Machiavel ou de Talleyrand. Leur terrain de manœuvre favori est généralement la préparation du deuxième tour. A la suite de calculs savants, ils se persuadent que, pour favoriser la victoire finale de leur candidat, ils doivent au premier tour voter pour un autre de façon à faire tomber un troisième. Nous voyons bien ce genre de calcul se répandre aujourd'hui. Certains partisans de Sarkozy, selon qu'ils estiment que c'est Ségolène Royal ou Bayrou qui serait le plus dangereux au deuxième tour, envisagent de favoriser celui qu'ils croient inoffensif. Dans la situation complexe et imprévisible où nous nous trouvons, tout calcul est vain. Le comble de la subtilité théorique serait le comble de la stupidité pratique. Transposons au cas présent la sagesse du général de Gaulle, qui s'envolait vers l'Orient compliqué avec des idées simples.

Dans ce scrutin dont l'enjeu est essentiel pour la France, l'essentiel du résultat se jouera au premier tour. Celui-ci peut fonctionner à la manière d'un couperet, comme en 2002. De toute façon, il créera un rapport de forces et une dynamique qui seront décisifs pour le second tour. Le bien de la France passe par la victoire de notre candidat. Le 22 avril, aucune voix de droite ne doit manquer à Nicolas Sarkozy.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@.....  
Date et lieu de naissance ..... Je souhaite être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
Profession .....

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.  
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL :  30 € /  50 € /  80 € /  120 € ou plus  
 Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année ..... :  
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € /  Cotisation couple : 40 € /  Cotisation simple : 25 € /  Cotisation chômeur : 10 €  
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € /  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
- Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» :  simple 30 € /  soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

## MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.